



## CRISTAL UNION

Réponse à la Consultation publique n°2019-013 du 23 juillet 2019 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTGAZ et TEREGA

## CRE



**Question 1 :**

*Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?*

Cristal Union soutient cette différenciation car elle permet de donner un signal plus juste aux investissements, tout en prenant en compte le contexte financier actuel particulièrement favorable. Dans un contexte de baisse significative des taux d'intérêt, pour les actifs historiques, les modalités de détermination des taux de rémunération devraient également prendre en considération les possibilités de refinancement de la dette des opérateurs de réseau.

**Question 2 :**

*Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?*

Cristal Union est en ligne avec la proposition de la CRE. Dans la mesure où le consommateur final a effectivement porté la charge de l'actif, il doit également bénéficier du produit de la cession dudit actifs. L'utilisation du CRCP à cette fin nous paraît tout indiquée. Il faudra cependant veiller à ce que l'actif soit effectivement cédé à sa juste valeur.

**Question 3 :**

*Etes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?*

Cristal Union est d'accord avec les principes tarifaires ici proposés par la CRE, car cela permet d'une part d'avoir une harmonisation d'approche entre TURPE et ATRT mais également de donner de la visibilité aux utilisateurs de réseau, avec la mise en place du cap à la hausse et à la baisse de +/-2% par an. Nous regrettons cependant que ce cap ne soit pas appliqué sur l'ensemble du tarif. Dans un souci de maîtrise des coûts, Cristal Union accueille favorablement la vigilance de la CRE dans la sélection des nouveaux projets d'investissement dans les réseaux, sachant que la consommation de gaz naturel de la France stagne depuis plusieurs années et que la PPE envisage une baisse à l'horizon 2030.

**Question 4 :**

*Etes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?*

Cristal Union est favorable au calendrier.

Cependant nous souhaitons souligner que le cap des +/-2% ne s'applique qu'au seul coefficient k de la formule d'évolution de prix. Alors que ces dernières années, la hausse du tarif pour le consommateur final se situait plutôt entre +5% et +7%. Nous souhaiterions donc étendre le cap de +/-2% au coefficient Z, représentant l'évolution total du tarif.

**Question 5 :**

*Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?*

Cristal Union est favorable au périmètre des charges et produits relevant du CRCP proposé par la CRE.

**Question 6 :**

*Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?*

Cristal Union est globalement favorable aux mécanismes d'incitation sur les investissements. Cependant, vu le faible nombre de projet supérieur à 20 M€ évoqué par la CRE, l'UNIDEN souhaiterait que le seuil de 20 M€ soit diminuer à 15 M€ voire 10 M€ et d'y appliquer la bande de neutralité de +/- 5% ainsi que le bonus/malus, tout en maintenant des audits aléatoires sur les autres projets.

**Question 7 :**

***Etes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?***

Cristal union est dans les grandes lignes favorable aux mécanismes d'incitation sur la qualité de service.

Nous considérons par ailleurs que la mise en place d'un indicateur spécifique aux spreads localisés est effectivement nécessaire. En effet, l'occurrence élevée des spreads localisés et pour un coût très important en avril / mai 2019 nous incite à la plus grande prudence, surtout au vu du contexte actuel d'approvisionnement particulièrement détendu, grâce à l'arrivée massive de GNL. Il faut donc absolument s'assurer qu'une fréquence élevée de ces spread localisés n'induisent pas des effets d'aubaine récurrents pour quelques acteurs de marché. La publication d'indicateurs de ce type apportera plus de transparence.

**Question 8 :**

***Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?***

Un contrôle de la pertinence et de l'efficacité des dépenses relatives à la R&D est primordiale, notamment dans un contexte de transition énergétique. Le caractère innovant des projets financés par ce mécanisme devra être démontré.

**Question 9 :**

***Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRTgaz et Teréga ?***

Cristal Union souhaite ici souligner que les consommateurs ont déjà supportés ces dernières années des hausses du tarif comprises entre +5% et 7% par an. Et comme la CRE le rappelle, les volumes de gaz naturel transitant par le réseau vont se réduire dans les prochaines années. Il est donc plus que nécessaire de prévoir une baisse des charges des opérateurs de réseau pour que la baisse des consommations ne se traduisent pas par une hausse massive du tarif. Ce constat nous paraît tout à fait en ligne avec la trajectoire de charges nettes intégrant les ajustements du consultant et de la CRE car elle permet effectivement de maintenir les coûts pour la prochaine période tarifaire à un niveau équivalent à l'atterrissage prévu de ceux de 2019.

Rappelons que l'évolution du tarif Z se calcule par la somme de 3 coefficients et que seul l'un d'entre eux est capé. Donc si les hausses des charges prévues sur la période tarifaire sont déjà très élevées, il n'y a qu'un pas pour atteindre des hausses annuelles de tarif de 10% ou plus (rappelons la hausse au 1er avril 2019 de 7%!), ce qui serait difficilement supportable, et acceptable.

L'UNIDEN s'interroge également sur les trajectoires de développement de biométhane. Alors que la PPE prévoit 6 TWh d'ici 2023, la somme des prévisions des opérateurs de réseau s'élèvent à 10 TWh d'ici la fin de la période tarifaire à savoir également 2023. Nous demandons à ce que les revenus autorisés dans l'ATRT7 soient strictement limités à l'atteinte des objectifs de la PPE, à savoir exactement 6TWh pour l'ensemble des opérateurs de réseau de transport et de distribution.

Concernant le coût moyen pondéré du capital (CMPC), nous nous étonnons des demandes très élevées des opérateurs de réseau, sur des revenus régulés alors que début septembre, l'état français a

emprunté à des taux négatifs à 15 ans et que ENGIE (détenant GRTgaz à 75%) a annoncé avoir émis des obligations à 7,5 ans à un taux d'intérêt nul. Il nous apparaît donc nécessaire de baisser le CMPC par rapport à l'ATRT6, afin de faire bénéficier aux utilisateurs du réseau du contexte financier actuel particulièrement favorable.

**Question 10 :**

***Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRTgaz et Teréga pour la période 2020-2023 ?***

Dans un contexte d'une consommation stable de gaz naturel en France, une réduction des flux d'entrées depuis le terminal méthanier de Fos Tonkin, envisagée par GRTgaz, s'accompagnera d'une augmentation des flux d'entrées aux autres points d'entrées dans le réseau. Ce transfert de flux et donc de souscription, compensera en partie la baisse des revenus liée à la baisse des souscriptions au PITTM de Fos Tonkin.

**Question 11 :**

***Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT7 ?***

Comme indiqué à la question 9, il nous apparaît plus que nécessaire de prévoir une bonne maîtrise des coûts et des prix après les fortes hausses subies ces dernières années, ce qui est cohérent avec les ajustements proposés par le consultant et la CRE.

Par ailleurs nous sommes tout à fait favorables à la modification des coefficients appliqués aux capacités infra-annuelles. Cependant nous souhaiterions à l'instar de la capacité annuelle pouvoir souscrire ces capacités a posteriori, afin de favoriser le développement d'énergies renouvelables (biomasse, combustible solide de récupération CSR, ...) qui nécessitent l'utilisation du gaz naturel en tant que secours.

**Question 12 :**

***Etes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PITS ?***

Cristal Union considère que l'approche ici proposée par la CRE est raisonnable au vu des éléments exposés. Nous y sommes donc favorables. Les modalités d'interruption des capacités en sortie aux PITS doivent être définies de façon à éviter le recours au mécanisme « Spreads localisés » qui peut se révéler très coûteux pour les utilisateurs des réseaux de transport.

**Question 13 :**

***Etes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?***

Cristal Union reste favorable à la suppression de l'IAPC dès lors que les nouveaux dispositifs d'interruptibilité seront mis en œuvre, comme indiqué à la précédente consultation.

L'UNIDEN n'est pas favorable à une modification du terme tarifaire des sites modulés, et encore moins de sa suppression complète, car elle introduirait une différence entre les utilisateurs de réseau. Les sites industriels qui n'ont en J-1 ou dont la consommation est stable donc prévisible apportent un service équivalent à GRTgaz.

En tout état de cause, si le terme tarifaire de livraison des sites fortement modulés devait être modifié, il faudrait appliquer les mêmes modifications aux sites industriels qui n'ont en J-1 ou dont la consommation est stable.

Question 14 :

*Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?*

**Bien que nous restions opposés à l'élargissement de l'assiette de compensation aux gros consommateurs industriels transport et distribution, nous considérons que la formule de modulation proposée par la CRE pour cette catégorie de consommateurs prend globalement en compte leur profil non thermosensible et stable, ce qui la rend acceptable pour nous.**

Cependant, nous souhaitons souligner ici que la signature d'un contrat d'interruptibilité ne permettra pas systématiquement d'annuler ce surcoût dans la mesure où, en cas d'activation de l'interruptibilité, le site devra arrêter de produire en tout ou partie sur la période d'activation pouvant aller jusqu'à 10 jours consécutifs. Dans un contexte de production à flux tendu, le site ne pourra pas livrer ses clients sur cette même période, mais dans le même temps, il ne pourra pas invoquer la force majeure auprès de ses clients, car il a signé un contrat en connaissance de cause et qu'aucun Plan Urgence Gaz n'a été déclenché au préalable. Ce qui lui ferait porter un risque de coût d'autant plus important.

Cristal Union a besoin de visibilité sur ces coûts. Mais connaître le prix du terme stockage qui lui sera répercuté via l'ATRT7 fin mars de chaque année, pour les 12 mois suivants, va à l'encontre de ce principe. **Nous demandons à ce que l'augmentation du terme stockage au 1<sup>er</sup> avril de chaque année ne puisse pas dépasser 2% par an afin d'avoir plus de visibilité.**

Afin de maintenir un traitement équitable entre les consommateurs industriels raccordés au réseau de transport et ceux raccordés au réseau de distribution, il est absolument nécessaire que ceux qui ne paient pas de terme stockage n'en paient pas aux 1<sup>er</sup> avril 2020 ; à savoir les clients contre-modulés (profil P13 et P14) ainsi que les sites délestables. **A ce titre, nous demandons à ce que ces deux catégories de consommateurs soient exonérées de terme de stockage au 1<sup>er</sup> avril 2020 et qu'un questionnaire de délestabilité soit envoyé, comme les années précédentes, aux sites industriels raccordés en distribution.**